



Paris, le 21 avril 2015

Monsieur Bernard Cazeneuve
Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08

Objets : Vos engagements dans la lutte contre la traite des êtres humains,
un an après le lancement du premier Plan d'action national

Monsieur le Ministre,

Vous aviez reçu les représentants du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », le 23 septembre 2014 (compte-rendu ci joint). Vous nous aviez fait alors très clairement part de votre volonté de lutter résolument contre la traite des êtres humains, en appliquant des principes d'action de clarté et de rationalité.

Vous nous aviez notamment annoncé la transmission d'une circulaire à destination des Préfets, leur fixant au titre de leurs objectifs prioritaires, la lutte contre la traite et le règlement des dysfonctionnements en matière de protection des victimes.

Monsieur Raphael Sodini, membre de votre Cabinet que vous nous aviez désigné comme correspondant sur la traite et que nous avons rencontré, nous avait confirmé qu'un courrier devait être adressé aux Préfets avant la fin de l'année 2014.

Ces consignes de votre ministère nous apparaissent indispensables pour pouvoir envisager la mise en œuvre de la mesure 22 du plan national de lutte contre la traite des êtres humains, la constitution de coordination inter-institutionnelle à l'échelle du département et en coordination régionale.

Nous sommes en effet très inquiets de constater qu'un an bientôt après son adoption, le plan national de lutte contre la traite des êtres humains a très peu d'effets concrets sur le terrain. Le ministère de la Justice, dans sa circulaire du 22 janvier 2015, précise sa politique pénale en matière de lutte contre la traite des êtres humains. Nous espérons que le ministère de l'intérieur va également rendre visible sa volonté d'agir dans ce domaine.

Nous voyons tous les jours sur le terrain des victimes qui ont de grandes difficultés à faire valoir leurs droits, des situations d'exploitation et d'atteinte à la dignité humaine contraires aux principes éthiques que vous avez affirmés lors de notre rencontre et que nous partageons.



Nous savons que votre ministère a dû gérer les tragiques conséquences des attentats de janvier. Nous espérons cependant que la lutte contre la traite, qui concerne aussi les réseaux criminels internationaux reste à l'ordre du jour.

Nous souhaitons que la circulaire prévue aux préfets soit diffusée au plus vite et vous proposons de faire le point avec vous sur les avancées et les blocages en matière de traite des êtres humains, concernant le ministère de l'intérieur.

Geneviève Colas, coordinatrice du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » se tient à votre disposition pour organiser une rencontre avec vous et faire le point sur les engagements pris en septembre 2014.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Véronique Fayet
Présidente du Secours Catholique – Caritas France
Pour le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains »

PJ : Synthèse de la rencontre du 23 septembre 2014

Copies :

- Madame Elisabeth Moiron-Braud, Secrétaire Générale de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violence et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF)
- Monsieur Eric Panloup, Coordinateur National Traite des êtres humains
- Madame Christine Lazerges, Présidente de la CNCDH, Rapporteur National Traite des êtres humains pour la Commission européenne
- Monsieur Nicolas Le Coz, Président du GRETA, suivi de la Convention du Conseil de l'Europe contre la traite
- Madame Myria Vassiliadou, Coordinatrice contre la traite pour l'Union européenne

Associations membres du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » :
Action Catholique des Femmes, Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, Amicale du Nid, Armée du Salut, Agir Contre la Prostitution des Enfants, AFJ, Association Jeunes Errants, Association pour la Réadaptation Sociale, Comité Contre l'Esclavage Moderne, Comité Protestant évangélique pour la Dignité Humaine, Congrégation des Sœurs du Bon Pasteur, Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant, ECPAT France, Fédération de l'Entraide Protestante, Fondation Scelles, Hors la rue, Justice et Paix France, Les Champs de Booz, Mouvement du Nid, Organisation Internationale Contre l'Esclavage Moderne, Orphelins Sans Frontières, Planète Enfants, Secours Catholique - Caritas France.

Coordination : genevieve.colas@secours-catholique.org / 06 71 00 69 90